



## Espace populations sociétés

Space populations societies

2018-3 | 2019

Population, peuplement et agriculture en Afrique  
subsaharienne

---

# Modes d'adaptation des sociétés rurales à la croissance démographique : les cas de Madagascar et du Kenya

*Population growth and capacity of adaptation of rural African societies*

Bénédicte Gastineau, Valérie Golaz et Stéphanie Dos Santos

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eps/8210>

ISSN : 2104-3752

### Éditeur

Université des Sciences et Technologies de Lille

Ce document vous est offert par Aix-Marseille Université (AMU)



### Référence électronique

Bénédicte Gastineau, Valérie Golaz et Stéphanie Dos Santos, « Modes d'adaptation des sociétés rurales à la croissance démographique : les cas de Madagascar et du Kenya », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2018-3 | 2019, mis en ligne le 30 janvier 2019, consulté le 07 février 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eps/8210>

---

Ce document a été généré automatiquement le 7 février 2019.



Espace Populations Sociétés est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Modes d'adaptation des sociétés rurales à la croissance démographique : les cas de Madagascar et du Kenya

*Population growth and capacity of adaptation of rural African societies*

Bénédicte Gastineau, Valérie Golaz et Stéphanie Dos Santos

---

## Introduction

- 1 D'après les données des Nations Unies, l'Afrique compte aujourd'hui environ 1,26 milliard d'habitants, ce chiffre pourrait doubler d'ici 2050 [United Nations, 2017]. La croissance démographique de l'Afrique, plus élevée que celle des autres continents, fait craindre à certains scientifiques et politiques une "explosion démographique" qui mettrait en danger le bien-être ou même la survie de l'humanité. Cette crainte n'est pas nouvelle. L'expression date des années 1960 [Ehrlich, 1968]. Au début des années 1950, l'accroissement exceptionnel de la population mondiale, et ce particulièrement en Asie et en Afrique, a généré des peurs centrées sur la disponibilité des ressources naturelles et alimentaires. De Fairfield Osborn [1948, *The limits of the Earth*] et William Vogt [1950, *La faim dans le monde*] à René Dumont et Bernard Rosier [1966, *Nous allons tous à la famine*], nombreux sont les écologues, agronomes et économistes qui ont alerté les décideurs et l'opinion publique sur les limites de la planète. Le facteur population (la croissance démographique mondiale, et plus spécifiquement celle des pays du Sud) est alors fréquemment désigné comme le principal responsable de la dégradation de l'environnement, de la raréfaction des ressources et des menaces de famine ou de pénurie alimentaire [Gendreau, Gubry et Véron, 1996]. Or, de nombreuses études montrent la capacité des sociétés à transformer tant leurs pratiques agricoles que leurs systèmes sociaux pour se nourrir et se reproduire, y compris dans des situations de forte croissance

démographique [Blanco et al., 2016; Blanc-Pamard, Bonnemaïson et Rakoto Ramiarantsoa, 1997].

- 2 Aussi, dans cet article, nous proposons de contribuer à ce débat population-ressource en documentant et analysant l'adaptabilité des sociétés rurales africaines à la croissance démographique dans deux régions densément peuplées. Nous souhaitons montrer comment, par des transformations sociales, économiques et démographiques, des sociétés s'accommodent au fil du temps de densités fortes et toujours croissantes sans avoir l'émigration comme premier recours. Cette synthèse et le fruit d'une réflexion fondée sur vingt années de travaux de recherche dans différentes régions d'Afrique. Après une brève revue de littérature, nous nous intéresserons tout d'abord à la région du Vakinankaratra à Madagascar, la région la plus densément peuplée de l'île, puis à celle de Kisii au Kenya qui affiche une densité rurale parmi les plus fortes du monde.

## Croissance démographique et dynamiques agro-socio-écologiques : une relation controversée

- 3 L'idée que la croissance démographique est une bombe prête à exploser, menaçant l'environnement et tout particulièrement les ressources naturelles a aujourd'hui encore de nombreux partisans. Pourtant depuis les années 1980, des recherches empiriques et pluridisciplinaires ont montré que le lien entre les dynamiques démographiques (densité et/ou croissance démographique), la raréfaction des ressources environnementales (fertilité des sols, déboisement...) et la migration était fort complexe [Ahlburg, 2013]. Certes les variables démographiques jouent un rôle majeur dans les dynamiques environnementales, mais cela ne signifie pas que toute croissance démographique conduise inéluctablement à une dégradation des ressources ni que toute dégradation soit imputable à une évolution démographique [Véron, 2013]. Les liens entre croissance démographique, production alimentaire et ressources environnementales doivent être contextualisés dans l'espace et dans le temps. De plus, ils ne peuvent être appréhendés qu'à travers de nombreuses interfaces : les modes d'organisation et les normes sociales, les modes de gestion des ressources, les politiques publiques, etc. Leur compréhension nécessite par conséquent des recherches empiriques à des niveaux d'analyse fin.
- 4 La gestion de l'eau, passée et actuelle, dans les oasis subsahariennes illustre parfaitement la façon dont les populations ont structuré leur mode d'organisation sociale et économique pour survivre dans des contextes de ressources limitées. Les agriculteurs oasiens ont mis au point des techniques ingénieuses et adaptées aux conditions locales, mais également des formes d'organisation sociale en adéquation étroite avec les ressources, éminemment variables selon les lieux et les époques [Guillermou, 1993]. La croissance démographique, la hiérarchisation des individus, l'exploitation des cadets par les aînés, l'esclavage ou la domesticité ont longtemps permis de disposer d'une main-d'œuvre servile pour l'entretien des canaux d'irrigation, tâche particulièrement pénible mais vitale au fonctionnement durable des oasis [Baduel, 1980]. De même, la préférence pour les mariages endogamiques et les naissances masculines, une sexualisation forte des activités et des rôles sociaux entretiennent le système de transmission des droits sur l'eau et sur la terre. Ces sociétés oasiennes se transforment au gré des changements environnementaux et climatiques mais aussi politiques et économiques (politiques de sédentarisation, scolarisation, urbanisation, développement du tourisme). Pour en saisir

tous les avantages, elles ont une forte capacité à modifier leur organisation sociale et économique et leurs techniques de production - tout en sachant transmettre et conserver des pratiques millénaires. Toutefois, certaines oasis subissent des pressions exogènes fortes qui viennent bousculer l'équilibre du système, rendant difficile l'adaptation durable à ces contraintes extérieures. Dans le sud-est de la Tunisie, par exemple, le secteur du tourisme et l'agriculture sont en concurrence pour l'accès aux eaux souterraines profondes, ce qui génère de nombreux conflits et met en danger des oasis. On observe ainsi une exacerbation des stratégies et des forages individuels, qui contribuent souvent à la surexploitation des nappes phréatiques et souterraines [Carpentier et Gana, 2014]. Dans ce cas précis, ce ne sont pas tant les dynamiques sociodémographiques propres aux sociétés oasiennes qui déstabilisent l'équilibre entre les ressources, leur mode d'exploitation et la population mais l'arrivée d'une concurrence externe pour une ressource rare, l'eau.

- 5 Ce fait peut être observé ailleurs. Au nord de la Sierra Leone, la région de la Sella Limba est une région de forte croissance démographique, bien supérieure à la moyenne nationale et à celles des régions avoisinantes. Pour autant, la croissance démographique n'explique pas à elle seule les dynamiques agro-socio-écologiques et notamment la déforestation ou la perte de fertilité des sols [Pallièrre, 2014]. Les paysans combinent différentes techniques, méthodes culturales et calendriers culturels pour tirer parti de la quantité et de la variabilité des ressources. Ces pratiques agricoles ne sont possibles que dans un système social structuré par des groupes domestiques de taille importante où les activités agricoles et les calendriers de travail sont organisés de façon stricte par l'aîné et où la main-d'œuvre est presque exclusivement familiale. Les rapports sociaux et de genre au sein des groupes domestiques évoluent avec les pratiques agricoles. Ce système social entre en crise à partir des années 1950 avec l'intégration rapide de la région dans l'espace économique national puis mondial. La pression démographique a certes pesé sur ces dynamiques, mais c'est la marchandisation des rapports sociaux qui a été déterminante [Pallièrre, 2014].
- 6 Ces exemples illustrent l'"*intimité*" [Peyrusaubes, 2013] qui existe entre la gestion des ressources naturelles et les formes d'organisation sociale et familiale à des échelles restreintes. Les recherches menées en Afrique sur le lien entre croissance démographique, production agricole et environnement montrent une très grande plasticité des sociétés rurales aux changements démographiques (croissance *versus* décroissance) et aux changements environnementaux (dégradation *versus* amélioration) [Panayotou, 2013]. Les sociétés ne cessent de se transformer à des rythmes et selon des modalités qui varient dans l'espace et dans le temps. En réalité, si certains systèmes écologiques se dégradent, si certains systèmes sociaux peinent à s'adapter, c'est souvent parce que les changements intervenus le sont brutalement et sans concertation, comme l'entrée dans des rapports marchands, une concurrence extérieure pour des ressources, des politiques de développement peu appropriées, etc. [Carpentier et Gana, 2013 ; Blanco et al., 2016].

## L'agriculture des hautes terres de Madagascar : chronique d'une mort annoncée ?

- 7 E. de Martonne publie en 1911 une carte de densité de l'île de Madagascar à partir des données du recensement de population de 1906 [Martonne, 1911]. L'auteur souligne les

grandes différences de densité d'une région à l'autre : à des régions "vides" où la densité est inférieure à 0,5 habitant au km<sup>2</sup> (l'ouest de l'île) s'opposent les hautes terres où les densités sont partout supérieures à 10 et peuvent atteindre 60 habitants au km<sup>2</sup> à la périphérie des villes les plus grandes (Tanananarivo, Fianarantsoa et Antsirabe). En un siècle, la population a été multipliée par 8 environ, mais le schéma général n'a pas été bouleversé : à l'ouest les régions les moins densément peuplées, sur les hautes terres les régions les plus denses et tout particulièrement celles d'Analamanga (chef-lieu : Antananarivo), du Vakinankaratra (chef-lieu : Antsirabe) et de l'Itasy (chef-lieu : Miarinarivo). Ces trois régions ont aujourd'hui des densités supérieures à 100 hab/km<sup>2</sup> (estimation de l'INSTAT).

- 8 En nous appuyant sur des études passées, nous voulons montrer ici comment les populations s'organisent et s'adaptent, pour faire face à des densités croissantes en maintenant des petites exploitations sans avoir recours à un exode massif. Dans ces régions des hautes terres, les systèmes sociaux comme les systèmes agricoles ne sont jamais figés, « *tout bouge* » même si cela n'implique pas de révolution [Blanc-Pamard, Bonnemaïson et Rakoto Ramiarantsoa, 1997].

Carte 1. La région du Vakinankaratra à Madagascar



## Un morcellement des terres qui ouvre la voie aux discours néo-malthusiens

- 9 Dans la région du *Vakinankaratra*, les densités de population ont augmenté régulièrement depuis 60 ans (tableau 1). Les districts les plus densément peuplés restent les mêmes : Antsirabe I et II, qui contiennent la ville d'Antsirabe et Ambatolampy et Faratsiho<sup>1</sup>. Le district d'Antanifotsy, par exemple, comptait au milieu des années 1960 environ 35

habitants au km<sup>2</sup> [Gourou, 1967], 64 en 1993 et 95 en 2015. Celui de Faratsiho, l'un des moins urbanisés de la région, comptait 64 hab/km<sup>2</sup> en 1993 à 101 hab/km<sup>2</sup> en 2015. Dans l'ensemble de la région, l'urbanisation reste faible et ne progresse que très peu, passant de 13 % en 1975 à 14 % en 1993. Elle est estimée à 16 % en 2013<sup>2</sup>. L'agriculture reste le premier secteur de production et d'emploi. La production agricole est diversifiée (pomme de terre, manioc...), mais le riz reste la culture dominante.

Tableau 1. Densités de population de la région du Vakinankaratra

Année	Sources	Ensemble du Vakinankaratra			Antanifotsy	Faratsiho
		Effectif population	% population rurale	Densité moyenne estimée	Densité moyenne estimée	Densité moyenne estimée
1965	Gourou [1967]				35	
1975	RGPH1975	604 636	87 %	37*		
1993	RGPH1993	974 869	86 %	59	64	64
2002	Recensement préfecture Vakinankaratra 2002	1 344 054	-	81*		
2013	INSTAT Projections**	1 852 099	84 %	112*		
2015	INSTAT Projections**	-		99	95	101

\* Calcul des auteurs à partir des autres valeurs du tableau

\*\* disponibles sur [www.instat.mg](http://www.instat.mg)

- 10 Au recensement agricole de 1984, le Vakinankaratra comptait à peine 140 000 exploitations agricoles ; en 2004-2005, elles étaient 227 500. La superficie moyenne d'une exploitation est passée de 1,2 hectare à 0,56 en 20 ans. Ainsi, alors que la population du Vakinankaratra a été multipliée par environ 1,2, le nombre d'exploitations a lui été multiplié par 1,6 et la superficie moyenne divisée par 2 [Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, 2007].
- 11 La saturation foncière ne permet plus d'augmenter les surfaces cultivées. La seule stratégie possible pour les ménages, pour faire face à l'augmentation de la population, reste donc l'intensification de la production agricole. Toutefois, elle reste limitée dans la région du Vakinankaratra du fait de la grande variabilité des prix agricoles, d'un accès limité aux intrants et aux services bancaires [Dabat et Jenn-Treyer, 2013].
- 12 Densités croissantes, faible superficie des exploitations agricoles, pas ou peu de possibilités d'extension des surfaces, propension faible des populations à migrer [Poulain et Razanakoto, 2014] etc. : dans ce contexte, émerge un discours néomalthusien dans les institutions nationales et internationales, tant celles qui ont en charge les questions de

population (Ministère de la population par exemple) que celles qui ont en charge les questions d'environnement [Gastineau et Sandron, 2006]. Le mot "surpopulation" (ou surpeuplement) est fréquent dans la littérature sur les hautes terres malgaches des années 1960 [Decary, 1962] à aujourd'hui [Canavesio, 2008]. Ainsi l'Office national de l'environnement [2002, pp. 113] affirme que, à Madagascar, « *La vitesse de déforestation est liée à la croissance démographique.* ». Plus récemment, dans un rapport de *Diagnostic Territorial de la Région du Vakinankaratra à Madagascar*, des chercheurs se risquent à faire des projections de densités de population pour 2030 et décrivent une impasse : des densités en forte augmentation et des possibilités très réduites d'intensification ou d'extensification agricole [AFD, 2016, pp. 79].

## Des règles de transmission des terres qui se transforment

- 13 La forte densité de population et la faible superficie des terres agricoles tiennent à des systèmes sociaux qui limitent la migration définitive et reposent sur des arrangements matrimoniaux et des règles d'héritage qui favorisent la diminution des surfaces des exploitations agricoles.
- 14 Sur les hautes terres malgaches, les individus accèdent à l'autonomie au moment de leur mariage : aujourd'hui, les jeunes couples forment rapidement un ménage indépendant, avec leur propre logement et leur propre unité de production. Ceci est observable depuis les années 1970, décennie pendant laquelle émerge ce qu'Ottino appelle « *l'autonomie conjugale de procréation* » [Ottino, 1998, pp. 553]. Précédemment, le mariage dépassait largement le couple, impliquait les groupes de parenté et répondait à des nécessités de reproduction, de conservation des terres et de pouvoir de la lignée [Binet, 2008]. L'évolution vers une grande autonomie des individus dans leur choix du conjoint et dans leur choix résidentiel est en lien avec la question foncière. Les exploitations étant de plus en plus petites, les héritages se réduisent, l'autorité des aînés perd de sa légitimité. Dès le milieu des années 1970, Bonnemaïson [1976, pp. 55] observe que « *les liens communautaires, mais aussi les liens de parenté se sont singulièrement relâchés, la famille est devenue restreinte, chaque ménage forme une unité autonome et indépendante. L'individualisme est devenu la nouvelle loi du village* ».
- 15 Au moment de leur entrée en union, les hommes et les femmes sont dotés de terre par leurs parents : il s'agit d'un don, d'un droit d'exploitation. Les individus ne deviendront propriétaires qu'au moment du décès de leurs parents. Le don de terres doit se faire de manière à ce que chaque enfant dispose d'une parcelle, quel que soit son sexe et son rang dans la fratrie. Toutefois, les filles sont souvent moins bien dotées, leur part variant selon le nombre d'enfants et le sex ratio du ménage [Omrane, 2007]. Généralement, la femme va rejoindre le village de son époux. Si elle se retrouve alors très éloignée des terres qui lui sont données, elle peut les confier à l'un de ses frères. Dans les faits, sont observées des pratiques très différentes : les partages sont très divers dans le même village, au sein d'un même lignage ou d'un même groupe social. Cette "flexibilité" aux règles et normes est acceptée, elle permet de s'adapter au mieux à la pénurie de terres et d'assurer la survie économique des ménages. Ainsi, si la norme reste la résidence patrilocale, avec la pression foncière, des hommes ne possédant rien ou presque rien vont résider dans le village de leur épouse pour cultiver les terres que cette dernière a reçues au moment du

mariage [Blanchy, 2000]. La résidence uxorilocale<sup>3</sup> semble acceptée, même si elle n'est pas la norme sociale, quand elle permet à un couple d'accéder à des ressources économiques : les couples résident là où ils ont le plus de facilité pour gagner leur vie [Blanchy, 2000]. Les terres disponibles déterminent largement les choix résidentiels des jeunes couples.

## Un ancrage dans l'agriculture rendu durable du fait de l'existence d'autres opportunités

- 16 Les rares données disponibles sur les migrations s'accordent sur ce fait, il y a peu de migrations de départ, en tous cas insuffisamment pour avoir un impact sur la densité sur les hautes terres et dans la région du Vakinankaratra [Poulain et Razanakoto, 2014]. Il y aurait un fort attachement territorial, le modèle social des Merina serait un modèle de "population enracinée" [Raison, 1986] qui tiendrait à une forte endogamie de localité. Le *foko* est à la fois groupe de parenté et groupe territorial : migrer signifierait alors perdre son identité. En 2003, une enquête dans la commune d'Ampitatafika, dans le district d'Antanifotsy, montrait que 56 % des couples étaient nés tous les deux dans cette commune [Binet, 2008]. La résidence des individus s'organise à proximité des terres auxquelles ils ont accès : les données du recensement agricole de 2004-2005 montrent que 52 % des parcelles étaient cultivées par un ménage qui résidait à moins de 500 mètres, 81 % à moins d'un kilomètre.
- 17 Si les individus ou les familles migrent rarement de façon définitive, les mobilités sont pourtant nombreuses. Il est fréquent que les jeunes adultes, hommes et femmes, fassent des séjours en ville notamment, ou bien que les hommes s'absentent de leur ménage durant plusieurs mois par an pour aller travailler dans d'autres régions agricoles par exemple. Pour les uns, il s'agit d'une forme d'autonomisation ; pour les autres de la nécessité de trouver d'autres revenus que ceux de l'exploitation agricole [Gastineau et Rakotonarivo, 2013] . Ces mobilités ne sont pas nouvelles : depuis 30 ans, la difficulté croissante pour les paysans de survivre avec des exploitations de petite taille motive la recherche de revenus non agricoles [Rabearimanana et al., 1994]. Dans cette région du Vakinankaratra, la ville d'Antsirabe devient dans les années 1980 un pôle d'attraction du fait de la présence d'industries (laiteries, brasseries, industries textiles). Les paysans deviennent temporairement ouvriers mais gardent leur résidence principale en zone rurale et ne délaissent pas pour autant leurs activités agricoles : faisant des allers-retours, ils confient une partie du travail de la terre à des salariés agricoles.
- 18 Aujourd'hui, les individus et les familles composent en gardant des activités agricoles autour d'une exploitation familiale, et des activités dans les zones urbaines proches, les grandes villes comme Antsirabe ou les villes secondaires telles qu'Ambatolampy et Antanifotsy. Ce phénomène n'est certes pas nouveau mais avec le développement des villes secondaires, il semble s'intensifier. Il permet aux ménages agricoles d'avoir un pied en ville et un pied au village [Blanc-Pamard, Bonnemaïson et Rakoto Ramiarantsoa, 1997 ; Rakotonarivo et al., 2010]. Les familles conservent leur terre, y produisent principalement ce qu'elles vont consommer (du riz, des légumes, du petit élevage) assurant ainsi leur survie alimentaire, guère plus la plupart du temps. Toutefois, cette agriculture de subsistance continue à se transformer : la diffusion du riz pluvial participe à son amélioration malgré le déficit en capital foncier.

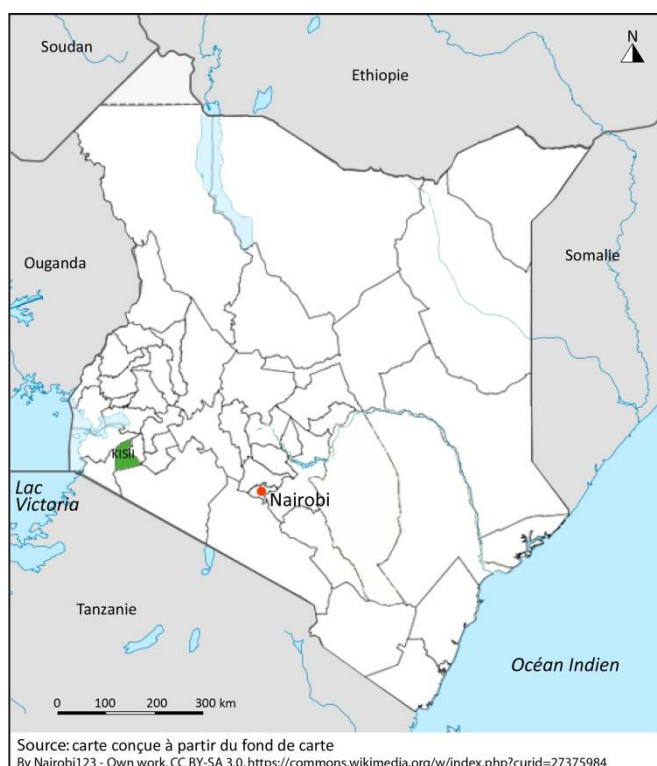


- 19 L'opportunité d'activités et de revenus non agricoles de proximité fixe les populations dans l'agriculture et le monde rural sans pour autant améliorer systématiquement la viabilité ou la productivité des exploitations : les revenus tirés des activités extérieures (locales ou en migration) ne permettent pas toujours de moderniser ou d'agrandir l'exploitation agricole : il n'y a pas toujours de terres à acheter [Omrane, 2007].

## **Les hautes terres de la région de Kisii au Kenya : une densification croissante malgré des densités extrêmes**

- 20 Notre deuxième cas d'étude se situe sur les hautes terres kenyanes, dans le sud-ouest du pays. Il s'agit du *county* de Kisii, dans la province de Nyanza. Cette région du sud-ouest du Kenya est souvent comparée aux parties les plus densément peuplées du Cameroun, du Burundi ou du Rwanda, qui présentent des aspects comparables quant aux pratiques agricoles (polyculture intensive avec production de café) et aux modes de vie (sociétés patrilinéaires et virilales). Un attachement fort à la terre y est noté [Golaz, 2009].
- 21 L'accroissement rapide de densités de population déjà relativement élevées dans la région est témoigné dans les écrits depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Au début des années 1950 l'administration parle de population surpassant les ressources dans une grande partie de la région et prédit une forte émigration [Golaz, 2009]. Néanmoins la population continue de croître et s'est progressivement adaptée aux fortes transformations qu'ont apportées le XX<sup>ème</sup> siècle et le début du XXI<sup>ème</sup>, dont la densification n'est que l'un des aspects. Une enquête réalisée à la fin des années 1990 à Magenche, une partie exclusivement rurale de la région, permet de documenter en détail les processus à l'œuvre dans les domaines économiques et sociaux<sup>4</sup> ; les tendances de plus long terme sont documentées par les données démographiques nationales.

Carte 2. Le county de Kisii au Kenya



## Des densités de population élevées mais une croissance qui s'atténue depuis les années 1990

- 22 La division de Magenche, située entre 1600 et 1800 m d'altitude, comptait 729 hab/km<sup>2</sup> en 1989, 958 hab/km<sup>2</sup> en 1999 et 1010 hab/km<sup>2</sup> en 2009 selon les trois derniers recensements kenyans. Bien que ces densités de population soient depuis plusieurs décennies parmi les densités rurales les plus élevées au monde, le rythme de la croissance démographique s'est fortement atténué. Elle est ainsi passée de 2,8 % par an entre 1989 et 1999 à 0,5 % par an entre 1999 et 2009. Cette baisse de la croissance démographique est le fait de la baisse de la fécondité mais aussi de l'intensification de l'émigration, deux phénomènes qui ont commencé à s'accélérer à la fin des années 1980 seulement.
- 23 Ainsi la fécondité, après être longtemps demeurée au-dessus de 7 enfants par femme et au-dessus de la moyenne nationale, a connu une baisse rapide dès le début des années 1990. La fécondité à Kisii est passée de 7,2 enfants par femme en 1979-1989 à 4,3 en 1995-1998 (tableau 2). A Magenche, elle est encore de 5,9 en 1996-1997 [Golaz, 2009]. L'âge à la première naissance est demeuré relativement stable jusqu'à la fin des années 1990, avec un âge médian à la première naissance aux environs de 19 ans à Magenche, 20 ans à Kisii dans l'ensemble, d'après les enquêtes démographiques et de santé. A Magenche, plus que le niveau d'instruction lui-même, c'est le fait d'être à l'école qui retarde l'entrée en union et le calendrier fécond des femmes. Dans cette première phase de ralentissement de la croissance démographique, la fécondité baisse par espacement progressif des naissances sans que la première naissance ne soit tellement repoussée. La phase de baisse très rapide (3 enfants par femme de moins en 10 ans) est suivie par une période de

stagnation. A l'instar de la tendance nationale, les dernières estimations montrent une nouvelle baisse dans les années 2010, mais moins impressionnante. En 2014, d'après la dernière enquête démographique et de santé disponible, l'indice synthétique de fécondité est de 3,7 enfants par femme dans le *county* de Kisii (moyenne nationale 3,9).

Tableau 2. Evolution de l'indice synthétique de fécondité

	1979-1989 (a)	1984-1989 (b)	1990-1993 (c)	1995-1998 (d)	1997 (e)	2000-2003 (f)	2005-2008 (g)	2011-2014 (h)
Kenya	6,6	6,7	5,4	4,7	-	4,9	4,6	3,9
Province de Nyanza	7,0	7,1	5,8	5	-	5,6	5,4	4,3
Ancien district de Kisii	7,2	-	-	4,3	4,1	-	-	-
County de Kisii	-	-	-	-	-	-	-	3,7
Magenche	-	-	-	-	5,9	-	-	-

*Note :* Les divisions administratives ont changé au fil du temps. Le district de Kisii mentionné ici est celui des années 1980, avant subdivision. A partir de 2010, il apparaît sous la forme de deux *counties* : Kisii et Nyamira. Le *county* de Kisii, où se situe Magenche, forme la partie sud de l'ancien district.

*Sources :* (a) Kenya Population and Housing Census 1989, vol. IV, 1996, (b) Kenya Demographic and Health Survey 1989, (c) KDHS 1993, (d) KDHS 1998, (e) calculé d'après le KDHS 1998, pour l'année précédant l'enquête, et d'après l'enquête MaM, pour les deux années précédant l'enquête, (f) KDHS 2003, (g) KDHS 2008, (h) KDHS 2014.

- 24 Dans un contexte de société virilocale et patrilineaire, la transmission de la terre suit la lignée masculine : à chaque génération les terres sont partagées de manière plus ou moins équitable entre les fils uniquement. 8 enfants par femme en moyenne, comme c'était le cas dans les années 1970, signifie donc un partage en 4 une génération plus tard, au tournant des années 2000, de la partie du domaine du père dévolue aux enfants d'une femme en particulier ; 4 enfants par femme, comme c'est le cas à l'heure actuelle, implique un partage en 2 encore à venir. La fragmentation des domaines est souvent plus forte encore du fait de la polygamie. Même si les domaines sont fragmentés, cela ne signifie pas que les héritiers y vivent ou en vivent. Les taux d'émigration de durée de vie<sup>5</sup> mesurés à l'échelle du pays (personnes nées à Kisii vivant ailleurs dans le pays au moment du recensement) sont ainsi passés d'environ 12 % en 1989 à 38 % en 2009, montrant que plus d'un tiers des natifs de la région vivent désormais dans une autre partie du pays (temporairement ou non). Néanmoins, la superficie par habitant est passée de 0,15 à 0,1 ha entre 1999 et 2009<sup>6</sup>. Là encore, il est difficile d'imaginer que la totalité de la population résidente vive exclusivement de la production de la fraction de ces terres qui est cultivable.

## Des stratégies économiques familiales en transformation

- 25 On peut distinguer trois dimensions différentes des transformations à l'œuvre dans le domaine économique, dont la première intervient très tôt dans l'histoire.
- 26 Dans un premier temps, dès la période coloniale, la fertilité des terres a permis le renforcement d'une agriculture intensive, avec associations de cultures, alliant cultures vivrières et cultures de rente (café, thé, éleusine) [Orvis, 1989]. Cette intensification est liée au contrôle territorial colonial et aux tensions avec les communautés voisines qui empêchent à partir des années 1940 l'expansion spatiale des familles et conduisent à une transmission des terres au sein de la famille. Les rotations de cultures et les jachères dont témoignent les premiers anthropologues ont disparu avant les années 1990. On note de multiples associations de cultures, avec parfois jusqu'à quatre plantes étagées (banane-café-maïs-haricot par exemple). La diminution de la taille moyenne des parcelles cache cependant une hétérogénéité croissante : tous les habitants n'ont pas accès à la terre et certains en ont plus que d'autres [Golaz, 2009]. Certains achètent des terres ailleurs et s'y installent ou complètent la production locale par la mise en culture de terres louées accessibles par des allers-retours quotidiens. Ainsi les installations de migrants venus de Kisii, dans le district de Narok voisin, sont notées dans les années 1980. Les conflits des années 1990 ramènent les migrants vers leurs lieux d'origine. On assiste alors à une alternance de phases d'expansion et de retour-intensification [Golaz et Médard, 2016].
- 27 La diversification économique progressive in situ a été rendue possible par la densification de la population elle-même : développement de petits commerces, d'activités de service, etc. en parallèle avec l'intensification agricole [Orvis, 1989]. A la fin des années 1990, à Magenche, environ 95 % des habitants de plus de 20 ans pratiquent l'agriculture, mais près de 60 % pratiquent également une autre activité [Golaz, 2009]. Les activités commerciales sont anciennes, avec des échanges grain/bétail notés dès le début de la période coloniale. Elles prennent une dimension nouvelle avec l'arrivée sur les marchés locaux de produits manufacturés, via des marchands ambulants, et l'ouverture de petits magasins (alimentation, droguerie, boucherie, salon de thé).
- 28 Enfin, des systèmes migratoires familiaux se sont progressivement développés. Dans les années 1990, ils privilégient des implantations proches et rurales, pour l'accès à la terre ou au travail agricole. Les trajectoires recueillies dans les années 1990 pour différentes générations d'habitants de Magenche se ressemblent, mais à la contrainte coloniale (travaux forcés) a succédé la nécessité économique [Golaz, 2009]. La plupart des familles fonctionnent de la production de terres supplémentaires, par rapport à leur patrimoine local, ou de revenus acquis en partie ailleurs. Avec la scolarisation, qui touche la population de manière différenciée, les trajectoires se diversifient. Même si certains partent vivre dans la capitale, sur la côte ou à l'étranger, les petites villes et les zones d'emploi agricole de proximité (plantations de thé, etc.) restent des destinations privilégiées, permettant aux migrants de garder un pied dans leur région d'origine.

## De fortes transformations dans le domaine de la famille

- 29 Cette période de densification rapide du peuplement a également été une période de fortes transformations de la famille, qui expliquent en partie le ralentissement du morcellement des terres.
- 30 Le mariage est devenu de plus en plus tardif et les unions de plus en plus longtemps informelles. À la veille de la colonisation, le mariage coutumier en pays Gusii était officialisé par un ensemble de cérémonies et de rituels espacés sur quelques semaines. Une compensation matrimoniale était négociée entre les parents des futurs époux et remise à la famille de la femme au cours de l'une de ces cérémonies. Alors que près de 90 % des compensations versées dans les années 1940 ou 1950 formalisaient des unions ayant débuté la même année, ce n'était le cas que de 10 % des versements effectués dans les années 1990 [Golaz, 2014]. Au cours de cette décennie, environ 20 % des échanges de compensation matrimoniale correspondaient à des unions ayant débuté plus de 10 ans auparavant : la formalisation des unions s'égrène dans le temps et n'est parfois pas entièrement accomplie au moment du décès de l'un des conjoints.
- 31 Ce processus a eu pour conséquence directe une précarisation importante du statut et du mode de vie des femmes et des enfants. Tant que le mariage ne fait pas l'objet d'un accord entre les familles, la femme peut être chassée du jour au lendemain, avec ses enfants. Cependant, à l'exception de certains milieux ultra religieux qui prônent la virginité au mariage, il est important pour une femme de prouver sa fertilité afin d'initier le processus [Håkansson, 1988]. Ainsi, la fécondité est un prérequis au mariage mais aussi un handicap pour se remettre en union, en particulier lorsque des fils sont nés d'une première union. Des femmes dans ce cas devront souvent confier leurs fils, en particulier aux grands parents, pour tenter de retrouver un conjoint, accepter des mariages polygames ou partir vivre ailleurs.
- 32 Comme dans le reste du pays, la pratique du confiage<sup>7</sup> des enfants n'est pas très développée, avec seulement 15 % des femmes et 10 % des hommes enquêtés dans les années 1990 ayant vécu une séparation avec leurs deux parents avant 15 ans. Elle s'intensifie dans les années 1990 pour les deux sexes, en lien avec la scolarisation au secondaire pour les garçons, en cas de décès de la mère pour les filles [Golaz, 2009]. Si les filles sont dans l'ensemble moins bien scolarisées que les garçons, leur position dans les familles se modifie, dans un premier temps avec l'augmentation du montant de la compensation matrimoniale obtenue pour une jeune femme instruite [Håkansson, 1988], mais aussi avec la présence plus courante de filles autour de leurs parents dans la vieillesse.
- 33 Ces transformations, dans le domaine de la famille comme dans le domaine économique, entraînent une mobilité croissante de la population, multiforme et multiscale, impliquant des distances croissantes, mais qui n'a rien d'un exode rural. Si les migrations de longue distance sont à la fois le produit de l'éducation et du rejet social, les destinations privilégiées restent proches. Les attentes des jeunes sont contraintes par le manque d'opportunités, que ce soit dans le domaine de l'emploi ou de l'agriculture, mais des solutions locales voient le jour, à travers le cumul d'activités, agricoles et autres. La

pluriactivité locale va de pair avec une forte mobilité et des épisodes de migration de recherche d'emploi ou de travail.

## Conclusion

- 34 De nombreuses études - récentes ou plus anciennes - relatives aux dynamiques de population en Afrique partent du postulat que la population y est trop nombreuse et que la densification des espaces ruraux est un problème dans des sociétés dépendantes des ressources naturelles [Planel, 2007]. L'exode rural est alors vu comme une conséquence inéluctable de cette densification, les ruraux venant alors grossir les populations urbaines et, avec les urbains, la migration internationale [May et Guengant, 2014].
- 35 Si à un niveau macro, on peut soulever la question de la durabilité de systèmes de production dans des contextes de densification de la population, la mise en perspective des régions des hautes terres à Madagascar et de Kisii au Kenya montre que la densité de population ne dit pas grand-chose de la relation que les sociétés entretiennent avec leur environnement. L'intégration de l'agriculture à l'économie de marché, la marchandisation du travail (de l'entraide vers le salariat agricole) mais aussi le développement des transports, des moyens de communication, de la scolarisation participent à la transformation des sociétés rurales quels que soient leur densité et leur environnement. Le maintien de fortes densités de population sur de longues périodes montre le « *dynamisme créatif de la société rurale* » [Blanc-Pamard, Bonnemaïson et Rakoto Ramiarantsoa, 1997, pp. 52] : cette capacité à se transformer sans cesse, à innover, à aller outre des règles et des normes que certains qualifieraient d'"ancestrales" ou de "traditionnelles" ou à l'inverse à transmettre des pratiques sur plusieurs décennies voire plusieurs siècles pour produire et se reproduire dans des contextes où les ressources sont limitées ou rares. Ces formes créatives de changement social ne sont pas sans rappeler les chemins pluriels ou "enchaînements de circonstances" empruntés par les sociétés du Sud pour effectuer, dans le cas de l'ouvrage de Balard (1994), leur trajectoire vers le marché. Ces exemples illustrent ainsi la capacité des groupes sociaux à s'adapter aux pressions ou normes endogènes, notamment en réinventant de nouvelles normes sociales ou économiques.
- 36 L'analyse du fonctionnement des ménages malgaches et kenyans confirme que forte densité n'est pas synonyme de surpeuplement, « *concept inopérant, formule lapidaire et dangereuse* » [Cambrézy, 1984, pp. 257] : les familles, les individus composent avec la densification. Sur les hautes terres malgaches et dans la région de Kisii, les relations entre les sexes, entre les générations évoluent : les filles sont plus fréquemment proches de leurs parents âgés au Kenya, la valeur du patrimoine foncier des jeunes femmes n'est plus la même dans un contexte de pénurie à Madagascar. Ces évolutions ne se font pas toujours sans tension au sein des familles ou des communautés mais elles permettent de rester vivre en milieu rural, même en condition de densité croissante. Certaines familles gardent une activité agricole de subsistance, leur assurant une sécurité alimentaire tout en multipliant les sources de revenus avec des activités extra-agricoles notamment, mais pas seulement, avec une préférence pour des migrations temporaires, pour les zones rurales et urbaines proches. Les migrations de plus longue distance ou de plus long terme sont le fait de personnes plutôt instruites, en quête d'opportunités économiques différentes, ou d'exclus de leur communauté d'origine, que ce soit volontaire ou non, comme les enfants non reconnus par leur père.

- 37 Ces mobilités fréquentes du rural vers le rural ou vers l'urbain observées sur les hautes terres malgaches et dans la région de Kisii sont anciennes et varient, en intensité, aux besoins individuels et familiaux. Toutefois elles ne sont pas le propre des sociétés à "forte densité de population", ni même des sociétés pauvres. Si la migration peut être interprétée comme un moyen d'éviter le surpeuplement relatif de certaines zones rurales africaines [Courtin et Guengant, 2011], elle peut être vue également comme un moyen d'acquérir une certaine autonomie économique et sociale tout particulièrement chez les jeunes, au-delà de toute question de densité de population. Ceci est vérifié par exemple dans les modalités de constitution de la famille : dans les hautes terres malgaches la migration des jeunes adultes leur permet d'avoir plus de liberté dans le choix de leur conjoint, dans les hautes terres kenyanes elle permet aux jeunes hommes de financer une partie de leur compensation matrimoniale. Dans les deux cas étudiés, elle contribue à l'acquisition d'un capital pour commencer une activité économique.
- 38 Les variations de la croissance démographique, au-delà de la fécondité et des dynamiques matrimoniales, de l'accès à l'éducation ou à la santé, doivent être mises en relation à l'économie domestique, aux modes de subsistance des familles, qui dépassent le cadre d'un « terroir » et de ses normes. Aux systèmes de production agricole locaux s'ajoutent les autres activités pratiquées, autres sources de revenus acquis par des implantations sur des sites multiples, temporaires ou non. C'est un équilibre familial complexe, en évolution constante, ancré dans différents lieux, à travers le mariage -les conjointes d'un même homme résidant dans différentes localités [Thibon, 1997, pp. 59]- ou les enfants en migration [Quesnel et Del Rey, 2005]. Ces dynamiques, qui vont parfois à l'encontre des politiques en place, témoignent que « *les sociétés rurales africaines envisagent des alternatives qui ne sont pas nécessairement celles qui sont pensées pour elles* » [Cambrézy, 1984, pp. 257]. Plus que la fécondité et la migration elles-mêmes, sur lesquelles se focalisent souvent l'attention, c'est la paupérisation qui pose problème. Alors qu'une densification progressive, même rapide, de la population permet aux sociétés de s'adapter à un environnement qui se transforme, des chocs externes, comme les conflits des années 1990 au Kenya [Golaz, 2009], les politiques gouvernementales abruptes ou les aléas climatiques en Ethiopie [Planel, 2007], ne le permettent pas. C'est peut-être là que les politiques ont un véritable rôle d'accompagnement des familles à jouer, d'une part en ne bloquant pas les initiatives individuelles et familiales qui vont dans le sens d'une adaptation [Panayotou, 2013], d'autre part par le développement de systèmes de protection sociale, de l'accès au capital et d'infrastructures locales qui favorisent les secteurs classiques de l'économie comme la diversification des activités [Ahlburg, 2013].
- 

## BIBLIOGRAPHIE

AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT, 2016, *Prospective territoriale sur les dynamiques démographiques et le développement rural en Afrique subsaharienne et à Madagascar*. Paris, AFD, 157 p.

AHLBURG Dennis A., 2013, Population growth and Poverty. In Dennis A. Ahlburg, Allen C. Kelley, Karen Oppenheim Mason (eds). *The Impact of Population Growth on Well-being in Developing Countries*, New York, Springer, Science & Business Media, 360 p.

BAYART Jean-François (ed.), 1994, *La réinvention du capitalisme*. Paris, Karthala, 256 p.

BADUEL Andrée-France et BADUEL Pierre-Robert, 1980, Le pouvoir de l'eau dans le Sud-Tunisien. *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, vol. 30, n° 1, pp. 101-134.

BINET Clotilde, 2008, *Choix du conjoint et fécondité à Madagascar*. Thèse de doctorat, Université de Nanterre - Paris Ouest, 371 p.

BLANC-PAMARD Chantal, BONNEMAISON Joël et RAKOTO RAMIARANTSOA Hervé, 1997, Tsarahonenana 25 après : un terroir "où il fait toujours bon vivre" : les ressorts d'un système agraire Vakinankaratra (Madagascar). In Chantal Blanc-Pamard et Jean Boutrais (dir.). *Thème et variations : nouvelles recherches rurales au sud*, Paris, ORSTOM, pp. 25-61.

BLANCHY Sophie, 2000, Femmes et résidences familiales : quelques notes sur les règles, les faits contemporains et l'idéologie en Imerina. *Taloha*, n° 13, pp. 39-54.

BLANCO Julien, ALIFRIQUI Mohamed, HASSAN Kamil, GENIN Didier et MICHON Geneviève, 2016, Acacias et agropasteurs sahariens : façonnage d'un terroir et enjeux de conservation. In Mohamed Berriane et Geneviève Michon (dir.). *Les terroirs au Sud, vers un nouveau modèle ? Une expérience marocaine*, Marseille, IRD, pp. 97-109.

BONNEMAISON Joël, 1976, *Tsarahonenana : des riziculteurs de montagne dans l'Ankaratra*. Paris, Editions de l'ORSTOM, 99 p.

CAMBREZY Luc, 1984, *Le surpeuplement en question : organisation spatiale et écologie des migrations au Rwanda*. Paris, Editions de l'ORSTOM, Collection Travaux et documents, 292 p.

CANAVESIO Rémy, 2008, De la durabilité à la rentabilité, l'évolution des systèmes de production dans la région d'Ilakaka à Madagascar. Communication au colloque *Geopoint 2008*, Groupe Dupont, Université d'Avignon, 5 et 6 juin 2008.

CARPENTIER Irène et GANA Alia, 2014, Les oasis de Tozeur et Chenini Gabès : diversité et durabilité des formes de valorisation à l'ère de la mondialisation et des crises du développement. In Anaïs Marshall, Emilie Lavie, Jean-Louis Chaléard, Monique Fort, Jérôme Lombard (dir.), *Les oasis dans la mondialisation : rupture et continuité*, pp. 105-112.

COURTIN Fabrice et GUENGANT Jean-Pierre 2011. Un siècle de peuplement en Afrique de l'Ouest. *Natures Sciences Sociétés*, vol. 19, n° 3, pp. 256-265.

DABAT Marie-Hélène et JENN-TREYER Olivier, 2013, Des trappes de pauvreté au développement durable de l'agriculture malgache. In Bénédicte Gastineau, Flore Gubert, Anne-Sophie Robilliard et François Roubaud. *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*, Marseille, IRD Éditions, pp. 299-318.

DECARY Raymond, 1962, Madagascar (1956-1960). *Revue française d'histoire d'outre-mer*, vol. 49, n° 176, pp. 438-472.

EHRlich Paul R., 1968, *The Population Bomb*. New York, Ballantine Books, 201 p.

GASTINEAU Bénédicte et SANDRON Frédéric, 2006, Démographie et environnement à Madagascar. *Économie rurale*, n° 294-295, pp. 41-56.

GASTINEAU Bénédicte et RAKOTONARIVO Andonirina, 2013, Migration des jeunes célibataires dans les Hautes Terres malgaches : à la conquête de l'autonomie conjugale. *Géocarrefour*, vol. 88, n° 2, pp. 107-118.



- GENDREAU Francis, GUBRY Patrick et VÉRON Jacques, 1996, *Populations et environnement dans les pays du Sud*. Paris, Karthala-CEPED, 308 p.
- GOLAZ Valérie, 2004, Restriction de l'espace de vie et croissance de la pauvreté : l'exemple des Gusii (Kenya). *Etude de la population africaine*, vol. 19, Suppl. A, pp. 177-199.
- GOLAZ Valérie, 2009, *Pression démographique et changement social. Vivre en pays gusii à la fin du XXe siècle*. Paris, Karthala-IFRA, 291 p.
- GOLAZ Valérie, 2014, Le déclin du mariage en milieu rural gusii (Kenya). In Philippe Antoine et Richard Marcoux (eds). *Le mariage en Afrique. Pluralité des formes et des modèles matrimoniaux*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 187-205.
- GOLAZ Valérie et MEDARD Claire, 2016, Agricultural frontier, land tenure changes and conflicts along the Gucha-Trans Mara boundary in Kenya. *Journal of Eastern African Studies*, 10 (2), pp. 229-246.
- HÅKANSSON Thomas N., 1988, *Bridewealth, women and land. Social change among the Gusii of Kenya*. Uppsala, University of Uppsala, 237 p.
- GOUROU Pierre (dir.), 1967, *Madagascar : cartes de densité et de localisation de la population*. Bruxelles, CEMUBAC, 33 p.
- GUILLERMOU Yves, 1993, Survie et ordre social au Sahara - Les oasis du Touat-Gourara-Tidikeit en Algérie. *Cahiers des Sciences Humaines*, vol. 29, n° 1, pp. 121-138.
- MARTONNE Edouard, 1911, La densité de la population à Madagascar. *Annales de Géographie*, vol. 20, n° 109, pp. 77-85.
- MAY John F. et GUENGANT Jean-Pierre, 2014, Les défis démographiques des pays sahéliens. *Études*, n° 6, pp. 19-30.
- OMRANE Mustapha, 2007, Foncier : situation, enjeux et perspectives dans les Hautes Terres de Madagascar. In Frédéric Sandron (dir.). *Population et développement dans les hautes terres de Madagascar*. Paris, L'Harmattan, Collection « Populations », pp. 169-198.
- OTTINO Paul, 1998, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar : parenté, alliance et patrimoine*. Paris, Karthala (Hommes et Sociétés), 685 p.
- ORVIS Stephen W., 1989, *The Political Economy of Agriculture in Kisii, Kenya: Social Reproduction and Household Response to Development Policy*. Political Science PhD Thesis, University of Wisconsin-Madison, 420 p.
- PALLIERE Augustin, 2014, *Un sac de riz vide ne tient pas debout » : dynamiques agraires régionales et marginalisation de la paysannerie sierra-léonaise*. Thèse de doctorat, Université Paris 10-Nanterre, 656 p.
- PANAYOTOU T, 2013, An inquiry into Population, resources, and environment. In Dennis A. Ahlburg, Allen C. Kelley, Karen Oppenheim Mason (eds). *The Impact of Population Growth on Well-being in Developing Countries*, New York, Springer, Science & Business Media, 360 p.
- PEYRUSAUBES Daniel, 2013, Quand le paysan malgache parle de nuages. *Géographie et cultures*, n° 85, pp. 35-47.
- PLANEL Sabine, 2007, Densité, pauvreté et politique. Une approche du surpeuplement rural en Éthiopie. *Annales de géographie*, n° 656, pp. 418-439.
- POULAIN Michel et RAZANAKOTO Thierry, 2014, *Migration à Madagascar. Profil national 2013*. Genève, OIM, Fonds de l'OIM pour le développement, 150 p.

QUESNEL André et DEL REY Alberto, 2005, La construcción de una economía familiar de archipiélago. Movilidad y recomposición de las relaciones intergeneracionales en el medio rural mexicano. *Estudios demográficos y urbanos*, vol. 20, n° 59, pp. 197-228.

RABEARIMANANA Gabriel, RAMAMONJISOA Joséline, RAKOTO-RAMIARANTSOA Hervé et RAISON Jean-Pierre (dir.), 1994, *Paysanneries malgaches dans la crise*. Paris, Karthala, 385 p.

RAISON Jean-Pierre, 1986, L'enracinement territorial des populations Merina (Hautes terres centrales malgaches). Fondements, modalités et adaptations. *Espace géographique*, vol. 15, n° 3, pp. 161-171.

RAKOTONARIVO Andonirina, MARTIGNAC Cécile et GASTINEAU Bénédicte, 2010, Densification rurale et structures spatiales du peuplement à Madagascar : quelle place pour les migrations ? in Bénédicte Gastineau, Flore Gubert, Anne-Sophie Robilliard et François Roubaud (dir.). *Madagascar face au défi des objectifs du millénaire pour le développement*, Marseille, IRD, pp. 275-297.

UNITED NATIONS, 2017, *World Population Prospects : The 2017 Revision, Key Findings and Advance Tables*. New York, United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, ESA/P/WP/248, 46 p.

VÉRON Jacques, 2013, *Démographie et écologie*. Paris, La Découverte, 128 p.

## NOTES

1. La région du Vakinankaratra est constituée de 7 Fivondronampokontany (districts) : Antanifotsy, Ambatolampy, Antsirabe I, Antsirabe II, Betafo, Faratisiho et Mandoto.
2. En 2004, le découpage administratif de Madagascar change : le découpage passe de 6 provinces à 22 régions. Les indicateurs antérieurs à 2004 ne sont pas disponibles par région et les indicateurs postérieurs sont rares. Le nombre exact d'habitants de Madagascar et beaucoup des indicateurs de population sont estimés à partir du dernier recensement général de population qui date de 1993.
3. Résidence du couple qui se situe dans la localité des parents de l'épouse.
4. L'enquête Mobilité à Magenche (MaM) a été réalisée en 1997-1998 dans les divisions administratives de Magenche et Nyamecheo, district de Gucha. Les données quantitatives (enquête ménage et enquête biographique représentatives de la population locale) ont été archivées et sont accessibles via le site de l'INED : <https://www.ined.fr/fr/recherche/enquetes/enquetes-ined/#theme-8>.
5. Définis comme les proportions de natifs d'une région qui résident ailleurs dans le pays à une date donnée.
6. Ces superficies prennent en compte l'ensemble des terres, agricole et non agricole (habitations, chemins, terres publiques, ...)
7. Pratique sociale qui consiste à confier un enfant à un membre de la parenté afin qu'il en assure son instruction.

---

## RÉSUMÉS

Des recherches pluridisciplinaires empiriques ont montré la complexité des liens entre dynamique démographique et production agricole. A travers deux exemples approfondis, nous illustrons dans cet article les transformations économiques et sociales qui permettent un maintien de la population en milieu rural dans un contexte de forte croissance démographique. A Kisii, au Kenya, comme dans le Vakinankaratra, à Madagascar, la diversification économique et des systèmes de mobilité temporaire ou de proximité sont de plus en plus courants. Les relations intergénérationnelles et de genre se transforment, comme les règles matrimoniales et celles qui dirigent la transmission des terres. En dehors de changements brutaux, politiques ou économiques, la population a une capacité à se transformer sans cesse, à innover, à faire évoluer ses normes sociales.

Multidisciplinary field research programmes have shown the complexity of the interlinkages between population dynamics and agricultural production. Through two in-depth studies, we illustrate in this paper the social and economic changes that enable people to remain in rural areas undergoing high population growth. In Kisii, Kenya, and Vakinankaratra, Madagascar, economic diversification and spatial mobility systems involving temporary or short distance migration are of growing importance. Intergenerational and gender relationships are changing, as can be seen in marriage and inheritance rules. Apart from cases of brutal economic or political change, societies have a capacity to transform, to innovate, to overstep its own norms.

## INDEX

**Keywords :** population densities, agriculture, fertility, marriage, migration, economic activities, Madagascar, Kenya

**Mots-clés :** densités de population, agriculture, fécondité, mariage, migration, activités économiques, Madagascar, Kenya

## AUTEURS

### BÉNÉDICTE GASTINEAU

Institut de recherche pour le développement (IRD), LPED –UMR 151 IRD/Aix-Marseille Université,  
benedicte.gastineau@ird.fr

### VALÉRIE GOLAZ

Institut national d'études démographiques (INED), LPED –UMR 151 IRD/Aix-Marseille Université,  
valerie.golaz@ined.fr

**STÉPHANIE DOS SANTOS**

Institut de recherche pour le développement (IRD), LPED -UMR 151 IRD/Aix-Marseille Université,  
stephanie.dossantos@ird.fr